

Élio Di Rupo

“On a redressé la tête mais aussi le parti”

Dernier président à venir défendre ses troupes dans *Moustique* avant les communales, Elio Di Rupo donne le cap, tient le gouvernail et propose le vote de rassemblement. - Texte: Catherine Ernens

Sur la devanture de sa maison, son affiche brille sous un filet de pluie. Elio Di Rupo est le dernier d'une cordée de 42 candidats à Mons. Il est aussi le maître d'un paquebot qui semble bien remis à flot pour affronter les vagues électorales à venir. Le président du parti socialiste se sert un déca et lisse d'une main des notes où s'affiche en grandes lettres ce gouvernement fédéral de droite dure. Une nouvelle œuvre d'art orne son hall d'entrée, une version subversive du drapeau belge porté par un couple d'homosexuelles. Un fond de musique s'échappe de son grand et impeccable salon. Toute sa maison respire la même sérénité que son discours, plus que jamais posé et ajusté.

Comment se présentent ces élections pour le PS?

ELIO DI RUPO - Après les grandes difficultés que nous avons connues depuis l'année passée, on a non seulement redressé la tête mais aussi le parti. On a retrouvé une dynamique positive, une unité du parti avec une volonté partagée d'avancer sur des programmes. Par exemple, la gratuité de l'accès aux écoles communales. À Charleroi, l'élargissement des implantations universitaires. À Liège, ce sont les questions de mobilité, et le tram va révolutionner la ville avec des zones de parking de persuasion. À Mons, on va installer une centaine de kilomètres de pistes cyclables. Et puis nous avons aussi les questions de sécurité. Nous manquons de policiers de quartier. À Mons, nous avons débloqué le budget, mais le niveau fédéral, qui doit mettre la moitié, ne suit pas. Or, il manque sur l'ensemble 3.700 policiers au cadre. Et ça, c'est une plaie parce qu'on a du mal à identifier et prévenir les difficultés.

Comment expliquez-vous ça?

Ah! Le fédéral! Il a pris l'option d'une droite très dure. Et dans cette orientation, si je ne prends que l'énergie et la sécurité, ils ont pris comme angle d'attaque de réduire considérablement la fonction publique, mais ils ont oublié que dans la fonction publique il y a aussi les magistrats, les gardiens de prison, les policiers. Ce gouvernement ne cesse de parler sécurité, mais l'essentiel n'est plus assuré. Le gouvernement, par idéologie, a mis à mal toute la politique que j'avais menée en matière d'énergie, notamment le filet de sécurité pour que les prix de l'énergie soient contenus avec une TVA abaissée à 6%. Ils ont balayé tout. Ils ont décidé de prolonger les centrales nucléaires jusqu'en 2035 alors que j'avais décidé de les fermer en 2025. Tout qui voulait investir dans les centrales à gaz et les énergies renouvelables s'est découragé. Cela coûtera entre 270 et 400 euros par famille. C'est un drame.

Vous ressentez ça dans votre commune?

Bien entendu. La pauvreté explose depuis trois ans, suite aux politiques de ce gouvernement, à la hausse des prix et la stagnation des revenus, surtout les allocations et les pensions qui n'ont

bénéficié de rien du tout. Ce gouvernement d'apparence triomphant en porte la responsabilité. Il porte beaucoup d'attention aux diamantaires, aux riches, aux multinationales. Mais sur le terrain, ça devient très compliqué.

Le PS a bon espoir face à ces élections?

Oui. Tout va dépendre des personnalités locales. Une élection communale et provinciale est très affective. Dans mon propre électorat à Mons, un tiers ne vote pas PS au régional ou au fédéral. Le résultat du 14 octobre, ce sera le fait des hommes et des femmes qui se présentent. La relation affective qu'on crée avec les gens est très importante. Quand je fais du porte-à-porte, je prévois 50 maisons, mais j'en fais 10 parce que les gens me demandent de rentrer chez eux.

Sur Mons, vous êtes attaqué...

De toutes parts! (*Rire*.) Nous avons une majorité absolue qui attise les désirs. Et puis, il y a le caractère des uns et des autres. Nous avons "Mons en mieux" avec un candidat politiquement agressif (*Georges-Louis Bouchez - NDLR*). Le PTB fait croire que rien ne va. Écolo s'est mis dans le registre de la contestation permanente. Ça fait beaucoup. C'est tous contre un. Mais nous résistons. Nous, nous apportons des solutions réellement faisables. Il ne suffit pas de s'indigner. Le PTB à Mons a proposé des logements sociaux qui coûteraient 600 euros par Montois par an. Ce n'est pas sérieux. Et ce faisant, ils réduisent la portée des progressistes sans aller au pouvoir.

C'est très affectif. Un tiers de mon électorat ne voterait pas PS au régional ou au fédéral.

Et puis, il y a DéFI aussi...

Qui a le vent en poupe grâce à M. Maingain, qui s'est comporté de manière extrêmement correcte quand M. Lutgen (cdH) nous a trahis.

Quel est l'intérêt de voter socialiste le 14 octobre?

Nous avons une sensibilité d'écoute et nous voulons résoudre les problèmes quotidiens. Nous avons des aptitudes pour ça avec des personnes de grande qualité et dévouées. Nous portons des valeurs de respect. Nous ne laisserons personne au bord de la route.

Est-ce que vous avez donné des mots d'ordre concernant les coalitions?

Aucun. Il y a d'abord la logique mathématique des sièges, mais ensuite les relations humaines ont une importance fondamentale. La confiance et le respect mutuel qu'on peut avoir à l'égard d'un adversaire sont le plus important.

Le 14 octobre au soir, qu'espérez-vous?

On espère garder notre première position et être acteur de coalitions. Il faut que les citoyens sachent que le PS a besoin de voix pour rassembler et être le pivot. ✖

Chiffres

Le PS aligne aujourd'hui 87 bourgmestres, 396 échevins, 96 présidents de CPAS, 1.203 conseillers communaux, 656 conseillers CPAS et 68 conseillers provinciaux.